

Voici certains des principaux résultats des discussions qui ont marqué la rencontre de Doha :

- mise au point d'un ambitieux calendrier de négociations pour les trois prochaines années;
- engagement à réformer le commerce agricole pour ce qui est de l'accès aux marchés et des subventions;
- établissement d'un calendrier ferme pour les négociations sur les services;
- réforme des règles concernant le dumping, les subventions, les mesures compensatoires et les accords commerciaux régionaux;
- élargissement de l'accès aux marchés non agricoles;
- réforme du régime de règlement des différends;
- réalisation de progrès importants dans le dossier de l'environnement.

En outre, on mettra en place un programme de travail ciblé consacré aux « questions de Singapour », c'est-à-dire portant principalement sur les investissements liés au commerce, la concurrence, la facilitation des échanges et la transparence des marchés publics. Ce programme de travail pourrait lui-même mener à d'autres négociations à l'avenir. Il serait tout particulièrement important qu'on puisse réaliser un accord sur les deux premiers points afin que les règles puissent s'adapter constamment à la l'évolution des relations commerciales.

Si ces négociations s'avèrent fructueuses, elles contribueront à définir le régime s'appliquant au commerce international pendant les premières décennies du XXI^e siècle.

L'engagement pris à Doha de veiller à ce que le nouveau round de négociations réponde en outre aux préoccupations des pays en développement est sans doute tout aussi important. Les participants ont notamment convenu de ce qui suit :

- la création de nouveaux groupes de travail chargés de dossiers qui intéressent tout particulièrement les pays en développement – par exemple, les rapports entre le commerce, la dette et le financement, les liens entre le commerce et la technologie, etc.;

